Domaine Public DP

JAA 1002 Lausanne

17 octobre 1996 - n° 1273
Hebdomadaire romand
Trente-troisième année

DP fait peau neuve et s'offre une lucarne

TOILETTE D'AUTOMNE POUR *Domaine Public*. Dès ce numéro, votre hebdomadaire s'aère et prend le large: les titres et sous-titres sont mieux détachés, les matières plus clairement structurées; le texte se présente sur trois colonnes, la colonne extérieure se transformant en marge selon le besoin. Cette nouvelle formule offre une plus grande liberté dans la mise en page et une meilleure lisibilité.

Nous ferons plus souvent appel à l'image, - graphique, dessin, photo. Mais n'ayez crainte, nous continuerons à bannir l'illustration-prétexte, celle qui se substitue indûment au texte et parasite le message.

Les éléments indispensables à la compréhension de la question d'actualité, vous les trouverez dans le dossier des pages centrales. Dès la semaine prochaine et durant un mois, nous vous proposons l'état des lieux du revenu minimum d'insertion.

La rubrique de l'invité disparaît. Nous l'avions créée il y a plusieurs années, alors que la presse romande boudait les collaborations extérieures. Aujourd'hui elle y recourt abondamment. Pour mieux coller à l'actualité et susciter la confrontation des points de vue, nous rempla-

çons cette rubrique par une page de débats. Le cas échéant, la controverse pourra se poursuivre sur plusieurs numéros. En effet, le choc des idées, pour peu qu'on en attende plus que l'exploit verbal ou visuel, supporte mal l'implacable minutage de la radio-télévision et les contraintes de place de la presse écrite. L'argumentation, pour se développer, a besoin d'espace.

Domaine Public, si l'on excepte une rédactrice et un rédacteur permanents qui se partagent un poste de travail et assurent la fabrication du journal, est l'œuvre d'une équipe de bénévoles. C'est dire que votre hebdomadaire ne peut aborder l'ensemble des rubriques que couvre la presse commerciale. Telle n'est pas d'ailleurs notre ambition. Nos choix reflètent nos intérêts. Mais ils avouent aussi les limites de nos compétences qui nous retiennent notamment d'aborder l'actualité à

l'étranger. C'est le privilège et la faiblesse des amateurs. *Domaine Public* ne peut et ne veut que compléter la presse quotidienne et hebdomadaire. En sélectionnant des informations peu mises en valeur qui nous paraissent pourtant significatives, en commentant l'actualité de ce pays, libre de toutes contraintes économiques et hors des schémas partisans, en formulant des propositions.

Sur le fond maintenant.

La Suisse est engagée dans un processus de transformation économique et sociale de grande envergure. Protégée qu'elle fût par la cartellisation de son économie et par la stabilité internationale, produit de la confrontation entre les deux blocs, elle subit, plus que d'autres Etats peut-être, le vent du large de la libéralisation des échanges et de la multipolarisation de la planète. Les sociologues parlent à cet égard d'une nécessaire modernisation. Dans un langage plus neutre, disons que la Suisse doit s'adapter à un environ-

nement politique et économique nouveau et mobile.

Pour le libéralisme dominant, les adaptations nécessaires prennent le visage d'une fatalité; l'urgence économique exige tous les sacrifices. Ce processus

Des valeurs qu'il ne s'agit pas seulement de proclamer, mais d'incarner sans relâche dans le présent.

de modernisation se heurte à la vive résistance des conservateurs qui cultivent l'illusion d'une Suisse autarcique et protégée. Dans ce face-à-face où s'affrontent de terribles simplificateurs, la tâche de la gauche réformatrice n'est pas simple. Elle doit promouvoir le changement dans le respect des valeurs qui sont siennes - justice sociale, liberté et dignité humaines. Des valeurs qu'il ne s'agit pas seulement de proclamer, mais d'incarner sans relâche dans le présent.

Voilà notre tâche. Au-delà des slogans et des schémas préfabriqués, décrypter la réalité helvétique. Elargir le champ du possible, non pas en rêvant des lendemains qui chantent mais en construisant des projets crédibles susceptibles de rallier une majorité. Si nous améliorons la forme, c'est dans cette seule perspective, résolument réformatrice.

Domaine Public

Oui, des génies poussent aussi sur notre coin de terre

Encore un prix Nobel pour la Suisse. Ça devient une habitude. La presse l'a souligné: depuis 1901, nos compatriotes ont obtenu 16 prix Nobel dans les disciplines scientifiques, ce qui nous place dans le peloton de tête par rapport à la population du pays. A titre de comparaison, mentionnons que nos voisins français en ont récolté vingt-cinq. Or, si l'on en juge par le tapage médiatique entretenu chaque fois qu'un citoyen d'outre-Jura reçoit la récompense instituée par l'inventeur de la dynamite, on a le sentiment que la France a reçu beaucoup plus de Nobel que la Suisse...

NOTRE PAYS NE SAIT décidément pas faire valoir ses atouts. Notre image est fort malmenée actuellement, et l'étranger ne se doute absolument pas que nous sommes une des nations les plus créatives en matière scientifique.

Il est passionnant de parcourir la liste des prix Nobel depuis le début du siècle. Toute l'évolution du monde s'y dévoile, en creux. Jusque vers 1930, la science allemande règne sans partage et obtient des prix pratiquement chaque année. En chimie, c'est presque une hégémonie. Pour des raisons qu'il n'est pas besoin de mentionner, le reflux est ensuite considérable. Il faut attendre les années 80 pour que les Allemands recommencent à obtenir de nombreux prix. Entre 1930 et les années 1960, l'Angleterre connaît une belle période, mais dès la fin des années cinquante, la domination américaine est sans partage. Les nombreux Américains qui obtinrent le prix dans les années cinquante et soixante et qui sont présentés dans la nomenclature officielle comme d'origine allemande, hongroise ou autrichienne montrent mieux qu'un long discours la perte de substance de l'Europe après le nazisme.

Un Italo-neuchâtelois

Si l'on examine les prix obtenus depuis dix ans, la place de la Suisse apparaît comme tout à fait exceptionnelle: pas moins de cinq de nos compatriotes ont été récompensés, trois en physique et deux en médecine. La découverte de la supra conductivité à haute température par l'Allemand Bednorz et le Suisse Müller en 1986, qui leur valut le prix en 1987, a eu un retentissement énorme. Sur les dix dernières années, à l'exception des États-Unis, l'Allemagne avec huit nominations, est le seul pays qui a obtenu plus de Nobel!

Supra conductivité: particularité qu'ont certains métaux de laisser passer le courant électrique sans résistance à des températures proches du zéro absolu (-273°). Bednorz et Müller ont découvert des céramiques dont l'absence de résistance se manifeste à des températures beaucoup plus hautes.

Aucun Romand ne figure sur la liste des Nobel scientifiques. Toutefois en la parcourant, un patronyme nous a intrigué. Qui est donc cet Italien du nom de Daniel Bovet qui obtint le prix de médecine en 1957? C'est un natif de Neuchâtel, né en 1907, dont le père était professeur de sciences de l'éducation à l'Université de Genève. Adolescent, son intérêt pour la science se manifesta par des tentatives de culture de champignons dans la cave paternelle.

Père des antihistaminiques

Il obtint une licence de zoologie et d'anatomie à Genève en 1927. Après avoir travaillé comme assistant en physiologie à la faculté de médecine, il partit à l'Institut Pasteur. Selon sa biographie, il fut le père des antihistaminiques, molécules que connaissent bien tous ceux qui souffrent d'allergies. En 1939, il épousa une Italienne et il fut nommé en 1947 à l'Institut supérieur de la santé de Rome. Deux ans après, il acquit la nationalité italienne et accomplit tout le reste de sa carrière dans la péninsule. Son prix de 1957 récompensa ses travaux dans la mise au point de molécules de synthèse.

Il s'intéressa de très près aux vertus thérapeutiques du curare, poison utilisé par certaines tribus du Brésil. Il parvint à le synthétiser. Il alla rencontrer des Indiens afin de mieux connaître les effets de ce produit mythique des romans de notre enfance.

Il suffit qu'un enfant du pays acquière une autre nationalité pour qu'il s'efface des mémoires. Daniel Bovet mériterait sans doute d'être aussi célèbre que cet autre neuchâtelois du nom de Jean Piaget. Mais il se fit italien et le voilà exclu du panthéon romand.

Un autre homme de science, qui changea de passeport, mais qui n'obtint pas le Nobel, est pourtant resté dans les mémoires. Alexandre Yersin, l'enfant de Morges, le découvreur du bacille de la peste avait obtenu un passeport français. Depuis quelques années, il est redécouvert à travers expositions et articles de journaux. Et si l'on faisait de même avec Daniel Bovet, européen et enfant de notre coin de terre?

JG

Nobel Prize Winners,
Wilson company, 1987

Une exposition pour éclairer l'image brouillée du chômeur

Le chômage occupe une salle du Musée historique de Lausanne. Après Zurich, c'est sur les bords du Léman qu'accoste l'exposition «Travaille qui peut!», montée par l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) et le Musée national.

CETTE EXPOSITION a été annoncée en Suisse romande par un catalogue bilingue, paru au début de l'année. Sur la couverture, un étrange puzzle: statue africaine? trophée sportif? Il s'agit d'un timbre pour feuille de chômage. Le message est clair: le chômage déstructure et brouille l'identité.

Le chômage n'a pas toujours existé. Pour inventer le chômage, il a fallu d'abord inventer le travail salarié; il a fallu extraire des champs ceux qui travaillaient la terre, pour les mettre à la ville, à l'usine, à la mine. Ça n'a pas été une mince affaire de les éduquer, les faire arriver à l'heure, de les rendre consciencieux, obéissants, appliqués. On leur a appris à bien se tenir après le travail, à ne pas trop boire et tout dépenser le premier jour, – à ne gaspiller ni son argent, ni sa santé.

Vagabonds, fous, et chômeurs

Lors de ce long processus il arrivait régulièrement que la matière première manquât: le travail. Les travailleurs devenaient alors «sans emploi». Pour les distinguer des vagabonds, des fous, des estropiés, on les a appelés «chômeurs». C'est leur histoire, la nôtre hier ou demain, que nous pouvons suivre dans le catalogue et l'exposition.

Le visiteur passe d'abord sous le joug de la courbe de chômage, spirale s'en allant presque crever le plafond. En face, un tableau de Hodler représentant à choix, un «vieux», un «sans-emploi» ou un «chômeur»: indécision face à ce nouveau problème. A côté, une «machine à faire des statistiques», ancêtre bien lointain de nos ordinateurs, qui servait aux premiers traitements de données sur les sans-emplois. Dans ces parages se trouve aussi une installation de Pascale Wiedmann: neuf coucous-suisse, en carré parfait, qui sonnent régulièrement comme ils savent si bien le faire. Ce ne sont cependant pas des petits oiseaux qui surgissent, mais des timbres du bureau de chômage, qui viennent avertir que le nombre d'indemnités n'est pas illimi-

té. Il y a aussi un petit jeu amusant: il faut désigner dans une photo de groupe le, la, les chômeurs ou chômeuses: c'est le plus vieux, la plus noire, le plus «zazou»?

Ensuite, il faut choisir le sens de la visite. A gauche, à travers des barreaux dorés, on passe par l'assistance; à droite, sous une banderole, par l'assurance sociale. Rappelons que l'assurance chômage obligatoire n'existe en Suisse que depuis 1976, – hier.

Passons sous la banderole. Un drapeau syndical rappelle que la première assurance chômage a été mise sur pied par les syndicats. Tout près se trouve une installation, «La boîte à chômage», réalisée par Pierre-Yves Gruaz, en bois et en plastique. Cette «boîte» donne à la personne qui est à l'intérieur une vision trouble et déformée. Ceux qui regardent la personne à l'intérieur la voient aussi trouble et déformée.

On passe ensuite entre des ballots d'habits récupérés par des chômeurs en programme d'occupation (PO). Dans ce passage se trouvent des objets créés lors de cours ou de PO: radios personnalisées, objets en bois, montre molle... En continuant, on tombe dans le secteur de l'assistance sociale que l'on avait tenté d'éviter. Là, on découvre les colonies de travail – dont deux ont fêté leur centième anniversaire et sont encore «en service», à Frauenfeld et Gampelen – dans lesquelles les miséreux, dont les sans-travail, étaient nourris-logés contre des travaux, dans les champs, ou dans les

canaux avec des bottes métalliques (protection ou boulet?). Dans un beau cadre en bois, d'origine, sont joliment arrangées les étoiles du «Secours d'hiver»; sur une table mise, une tire-lire attend les piécettes que les salustistes mettent avant de commencer leur repas; pas loin la marmite-crousille et les bas-de-laine munis d'un manche pour recueillir l'aumône des passants.

S'insérer dans une faille

A la fin de l'exposition, on se retrouve devant plusieurs scénarii possibles: le chômeur, chez lui, équipé pour la télé-recherche d'emploi d'un ordinateur-fax-modem, essaie de s'insérer dans une faille du système. On peut aussi essayer d'enfermer ou de cacher le problème dans un temple-musée. Bien entendu, il reste également le jeu de hasard, mais est-ce bien sûr? Un tableau de Fahrni nous présente une vision de la Suisse si polie, si lisse, si hermétique, que l'on se sentirait coupable d'imaginer des solutions plus radicales.

L'exposition et le catalogue ont été réalisés par des chômeurs et chômeuses engagés dans un programme d'occupation, organisé par l'OSEO. Tout a commencé en juillet 1994, et depuis, 42 collaboratrices et collaborateurs se sont succédés, pour des tranches de travail de six mois. Pour mener à bien un travail intellectuel d'une telle ampleur, on mesure les difficultés à rassembler toutes les pièces du puzzle.

On voit aussi les frustrations des participants: commencer un travail dont la réalisation finale sera donnée à d'autres; terminer un travail dont on n'a pas participé aux prémices.

Ce travail, si collectif alors que le chômage enferme chacun dans sa bulle désocialisée, nous renvoie, par la profondeur de ses réflexions, au gâchis intolérable qu'est la mise à l'écart de membres de la société, et à notre incapacité de venir à bout de ce fléau. CP

Travaille qui peut!, OSEO et Musée national, LimmattVerlag et Editions d'en bas, 1996.

«Travaille qui peut!»
Musée historique de Lausanne
du 18 octobre au 12 janvier
Ma-Di 11-18h, Je 11-20h
Dès le 17 octobre: exposition de
photos de Peter Püntener
sur l'esplanade de la Cathédrale.
Samedi 19 octobre: journée
d'information dans le Musée
historique et sur l'esplanade.
Spectacles, débats,
performances, films:
renseignements au 021/312.84.54

La longue marche des réformes

Difficultés financières des collectivités publiques, création des Hautes Ecoles spécialisées (HES), enchevêtrement des compétences, le temps est venu de faire le ménage dans la place universitaire suisse. A l'ordre du jour, la répartition des responsabilités entre la Confédération et les cantons, une meilleure affectation des ressources disponibles et une clarification des fonctions de l'Université.

CONFÉDÉRATION, CANTONS ET universités en conviennent: la politique de l'enseignement supérieur et de la recherche a besoin d'un sérieux toilettage institutionnel. Le Groupement de la science et de la recherche, créé en 1990 pour mettre un peu d'ordre dans la maison, n'a pas atteint ses objectifs. Les idées provocantes et le style cassant de son patron,

Heinrich Ursprung, ont rebuté ses interlocuteurs cantonaux et universitaires. C'est pourquoi le Secrétaire d'Etat s'est reconverti dans le domaine, fort important, de la diplomatie scientifique. En quittant son poste dans six mois, il léguera donc une mission largement inentamée, dans un environnement qui, en quelques années, s'est singulièrement transformé.

Clarifier les responsabilités

LA COMPLEXITÉ DE LA SITUATION actuelle tient au fait que peuple et cantons n'ont pas voulu d'une compétence fédérale en matière d'enseignement supérieur, à la seule exception historique des deux Ecoles polytechniques. Ils l'ont par contre acceptée dans le domaine de la science et de la recherche. Situation boiteuse qui a conduit à la création d'un organe de concertation, la Conférence universitaire suisse (CUS), qui n'est jamais parvenue à concrétiser vraiment la nécessaire coordination entre les universités. L'échec des tentatives de numerus clausus en médecine, par exemple, a montré que la CUS n'était pas l'organe politique correspondant aux engagements financiers de la Confédération vis-à-vis des cantons.

Le remplacement de la CUS est un des chapitres essentiels de la réorganisation institutionnelle actuellement à l'étude. Deux solutions sont envisageables: soit coordonner la politique universitaire des cantons entre eux, éventuellement dans le cadre de la Conférence des chefs de Département de l'Instruction publique, comme c'est le cas pour les HES, puis cette dernière avec celle de la Confédération; soit créer un organe unique réunissant tous les intéressés. Une telle conférence pourrait se voir confier des compétences limitées, mais réelles, par exemple en matière de finances, de coordination des programmes et des études, compétences que la CUS possédait déjà, mais dont elle n'a jamais pu user, faute de volonté politique.

L'argent est le nerf de la guerre et

les cantons universitaires le savent bien, qui ne peuvent se passer de l'aide fédérale même si elle ne représente que 15% de leurs besoins. On pourrait alors imaginer que la Confédération, faisant usage de sa compétence constitutionnelle, assume pour l'essentiel les crédits alloués à la recherche. Cette solution, difficile à appliquer car personne n'a jamais pu calculer de façon pertinente la part de la recherche dans les activités universitaires, se heurte à l'opposition résolue des cantons. Reste la solution, minimaliste aux yeux de ceux qui réclament plus de coordination et de répartition des tâches entre les Hautes Ecoles, d'augmenter la part des subventions fédérales liées à des buts précis. Des tentatives limitées ont déjà eu lieu dans ce sens, en matière de promotion de la femme, de formation continue et d'encouragement à la relève. Dans cette perspective, pourquoi ne pas stimuler la mise sur pied de réseaux ou la création de centres d'excellence par des subventions fédérales ciblées? Mais ce début d'intervention fédérale fait évidemment peur aux directions des universités et aux cantons.

L'idée de transférer à la Confédération la responsabilité de l'ensemble de l'enseignement supérieur relève encore – pour combien de temps? – de la politique-fiction. Pourtant l'attribution d'enveloppes budgétaires sur la base d'un contrat de prestations permettrait tout à la fois de préserver l'autonomie et la spécificité des universités tout en stimulant efficacement les collaborations et coordinations indispensables. JCF/JD

Universitaires

La crise financière, il faut bien commencer par elle, provoque la détérioration des conditions d'encadrement des étudiants. La Confédération, malgré la réduction de ses subventions, accentue sa pression pour une coordination accrue entre les Hautes Ecoles. A la suite de la décision du souverain zurichois de facturer aux autres cantons le coût réel des études de leurs ressortissants, la prochaine version du concordat intercantonal en la matière va conduire à une augmentation du montant déboursé par les cantons. Cette participation passera donc probablement de 8 500 à 12 ou 15 000 francs par an et par étudiant, et peut-être davantage encore pour la médecine. L'ouverture des HES, prévue pour l'an prochain, constitue un second élément de changement. Mené à un train d'enfer, le

transfert des écoles techniques et d'administration – d'autres filières suivront – au niveau universitaire, rendant leurs diplômés désormais euro-compatibles, ouvre le champ de l'enseignement tertiaire aux formations professionnelles.

Querelles de clocher

A terme c'est un changement d'importance pour les HES mais aussi pour les universités et les Ecoles polytechniques. A condition évidemment que le regroupement des quelque cinquante écoles actuellement concernées en six ou sept réseaux ou holdings se traduise par une augmentation réelle, non seulement des subventions fédérales, mais également des exigences de qualité, et que le projet survive aux

querelles de clocher interdépartementales, cantonales et partisans.

Les questions que soulève la réorganisation – disons franchement l'organisation de la place universitaire suisse – sont analogues à celles qui ont surgi à propos des HES. Qui est compétent et dans quel domaine? A quel niveau et sous quelles conditions mettre ensemble les acteurs de la politique de la formation supérieure et de la recherche? Quelles institutions imaginer qui permettent à la fois de répartir les domaines de travail, d'organiser la collaboration et de stimuler la concurrence scientifique? A quoi doit servir au fond la formation supérieure et la recherche libre, au regard des besoins de l'économie et de la société, en cette période où tout se mesure à l'aune de la rentabilité à court terme? JCF/JD

Herr im Haus

L'UN DES PARADOXES des réformes en cours est que l'intervention ou la pression accrue des pouvoirs publics sur les universités, pour des raisons financières avant tout, s'accompagne d'une volonté de renforcer la direction de l'institution sur le modèle des Ecoles polytechniques ou même des universités américaines. Confondu parfois à tort avec la liberté académique qui concerne l'enseignement et la recherche, l'autonomie de gestion ne signifie pas que le politique se désintéresse de l'entreprise universitaire. Au contraire, l'élargissement des pouvoirs du recteur, l'octroi d'une enveloppe financière, l'adaptation des règles de gestion aux spécificités du travail universitaire donnent aux autorités académiques des responsabilités plus étendues, la charge de défendre une politique, de la faire appliquer, le cas échéant, de l'imposer à un corps professoral qui se sent encore peu concerné par les changements de l'environnement local et national. Mais une autorité extérieure est-elle vraiment à même d'agir efficacement?

Les réactions du printemps dernier aux deux projets de mariage Vaud-Genève sont à cet égard instructives. Les deux projets étaient au départ fort différents. L'hospitalo-universitaire, enta-

mé il y a déjà quelques années, n'a pas plus trouvé grâce auprès des corps professoraux concernés que le second, qui, si l'on a bien compris les circonlocutions des deux rectorats, se limitait à une intention de fusionner les activités mais non les sites des universités de Genève et Lausanne. Les refus collectifs et les critiques individuelles à ces deux tentatives pour l'heure en panne évoquent tous, expressément ou indirectement, l'attachement du corps professoral à l'idée d'une corporation située dans un temps et un espace identifiables. Que ces critiques cachent parfois une peur du changement importe peu ici. Ce qui frappe davantage c'est la force du mythe fondateur de l'institution universitaire, alors même que dans leur pratique quotidienne, chercheurs et enseignants roulent en temps réel sur les autoroutes de l'information et dialoguent jour et nuit avec les trois autres spécialistes de leur domaine dans le monde en ignorant le collègue qui occupe le bureau voisin.

Trois niveaux à rassembler

Où est la communauté des maîtres et des élèves qui se perpétue ainsi depuis les premières fondations médiévales? Il faudrait tenter de répondre à cette

question avant de se demander comment renforcer une autorité de direction de l'institution par trop coupée de sa base (voir les difficultés que connaît par exemple le modèle genevois actuel). Idéalement, cette communauté existe à plusieurs niveaux. Le niveau local, avec sa dimension régionale encore peu développée, à l'exception de l'expérience prometteuse de la Regio basiliensis. Le niveau national, qui occupe une place démesurée dans les esprits des politiques et de l'administration et trop faible dans ceux des universitaires; ce niveau-là pourrait devenir l'espace privilégié de l'enseignement à distance. Le niveau international enfin, le seul qui ait son architecture aujourd'hui grâce à l'informatique, qui est l'espace de la vérité en terme d'évaluation de la qualité de la recherche. Faire jouer ensemble ces trois dimensions des activités universitaires est certes plus difficile, mais plus prometteur que de se borner à renforcer l'autorité hiérarchique. JCF/JD

Domaine Public a publié en 1993 une série d'articles sur la politique universitaire suisse. Un tiré à part peut être obtenu auprès de la rédaction au prix de cinq francs.

Le véritable scandale du

Byzance. C'est le terme utilisé par le Journal de Genève du vendredi 4 octobre pour féliciter Globus de sa bonne santé financière. En effet le groupe qui comprend 48 succursales suisses et 8 succursales autrichiennes d'ABM, 10 centres suisses Interio, des boutiques de mode, des magazines pour enfants et depuis août dernier les filiales Jelmoli à Genève, Lausanne, Neuchâtel et Lucerne, peut sans rougir annoncer une progression de 60% de chiffres d'affaires par rapport à l'an dernier à pareille époque. Son directeur est de plus extrêmement satisfait puisque quelque 900 postes de travail ont été sauvegardés.

900 POSTES DE TRAVAIL maintenus chez Globus. On applaudit. Mais à quelles conditions? Salaires misérables, horaires flexibles, précarisation psychologique et sociale, tel est le prix que les salariées de la vente paient aujourd'hui. Souriez mesdames!

Dans le secteur de la vente, la nouvelle organisation du travail tendant à accroître le rendement à moindre coût consiste à généraliser les engagements à durée déterminée au détriment des contrats à durée indéterminée et à licencier des personnes fixes pour les réintégrer dans l'entreprise avec le statut d'auxiliaire. Nous n'avons pu obtenir la proportion d'auxiliaires employées par Globus, mais chez ABM, un tiers du personnel est fixe et les deux tiers sont au «bénéfice» d'un contrat d'auxiliaire. Ce système a l'avantage pour la direction de pouvoir ajuster le plus précisément possible l'effectif au flux de la clientèle.

La méthode n'est pas nouvelle. Les employées auxiliaires existent depuis longtemps, qu'elles fussent étudiantes, mères de famille cherchant un appoint financier, ou retraitées, engagées à certaines périodes de l'année. Mais la systématisation du contrat à durée déterminée actuel consiste à cheviller totalement l'employée aux besoins de l'employeur.

Ainsi chez Manor par exemple, le contrat d'engagement dit que: «la répartition des heures théoriques sur les différentes périodes de travail est pla-

nifiée par l'employeur en fonction des besoins de l'entreprise. Toutefois, vos désirs sont pris en considération dans la mesure du possible». Nuance sibylline... Même chose chez Denner, ou EPA. La vendeuse sera donc engagée pour un nombre d'heures variable, qui peut aller de 30 à 50 heures hebdomadaires selon les périodes de l'année. Elle sera soumise aux fluctuations de la vente, prête en toute circonstance à remplacer ses collègues pendant les congés-maladie et les vacances. De semaine en semaine, voire de jour en jour, elle s'adapte aux «besoins» de l'entreprise. Le salaire, (14 à 17 fr. de l'heure en moyenne) varie par conséquent de mois en mois, pouvant diminuer de plus de 25%. D'autres inconvénients sont compris dans le prix: il n'existe bien évidemment pas d'heures supplémentaires, pas de prise en charge des frais de déplacement; les vacances, incluses dans le montant final, servent souvent à compenser le manque à gagner d'un mois difficile. Et plus grave, la vendeuse ne peut recourir à l'assurance chômage pour suppléer à la diminution de son temps de travail (voir encadré).

Contrat légal?

La flexibilité du temps de travail, quand elle n'est pas négociée entre partenaires sociaux, a des conséquences néfastes, non seulement sur l'employée mais aussi sur les familles

Deux employées de magasin

J'AI QUARANTE ANS et deux enfants. Je suis aide-comptable, et j'ai travaillé pendant longtemps dans ce métier. Aujourd'hui, je suis vendeuse auxiliaire. Au moment de l'entretien avec le chef du personnel, on m'a dit que j'irais travailler de 13h00 à 19h00. Mais depuis le premier jour, je n'ai jamais d'horaires réguliers, soit je travaille tantôt le matin, tantôt l'après-midi, et encore souvent de 11h00 à 15h00 de l'après-midi, donc il n'y a pas d'heure pour manger à midi. Chaque semaine je fais entre 20 et 40 heures, ça dépend du personnel. Donc mon salaire n'est jamais régulier. Je suis payée après la fin du mois.

Béatrice, vendeuse auxiliaire

J'E SUIS AUXILIAIRE sur appel. Pour l'instant je m'organise assez bien, je mets ma fille chez une amie le matin, l'après-midi je m'occupe de sa fille. J'ai peur qu'on me demande de travailler l'après-midi, je ne peux payer une maman de jour en plus avec mon salaire. (...)

Ma collègue de travail est aussi auxiliaire, la semaine dernière le chef lui a dit qu'elle travaillerait tous les jours matin et après-midi. Hier elle est venue l'après-midi, et à 14h30 on lui a dit de rentrer chez elle. Aujourd'hui c'est la même chose, à midi on lui a dit de partir. On ne sait jamais ce qu'on gagne le mois prochain.

Inès, vendeuse auxiliaire

travail sur appel

et particulièrement les enfants, soumis eux aussi aux horaires irréguliers. On se demande d'ailleurs si ce type de contrat est légal (voir encadré).

On aurait tort de penser que cette pratique d'embauche est l'apanage du secteur de la vente, comme de croire que la vendeuse est l'unique «damnée de la terre». Le signal du redressement de certaines entreprises par la réduction des coûts salariaux et la maîtrise

des flux tendus, a toutes les chances d'être un des repères référentiels de la loi sur le travail soumise à votation le 1er décembre. L'association des grands magasins de Suisse refuse de signer la moindre convention avec les syndicats (à l'exception de Genève), les salariés sont terrifiés par la sanction patronale et les consommateurs, ignorants des processus de production. La flexibilité productive repose sur une stratégie d'assujettissement des vendeuses aux rythmes de l'entreprise. A tel point que les frontières traditionnelles entre temps de travail et temps libre ne sont plus stables. Le temps est en quelque sorte perpétuellement capté par la menace/espoir du travail. Les salariées sont dans une astreinte au travail à la fois imminente et retardée, mais toujours présente, même et surtout hors du champ d'activité.

Actuellement, la ligne qui sépare emploi et chômage, activité et inactivité, temps de travail et temps libre, salariat et assistance apparaît brouillée. L'humiliation sous les sourires obligés n'en est que plus transparente. GS

Statut illégal?

SELON LE Code des Obligations: «Par le Contrat individuel de travail, le travailleur s'engage, pour une durée déterminée ou indéterminée, à travailler régulièrement au service de l'employeur; celui-ci à payer un salaire fixe d'après le temps ou le travail fourni.

Est aussi réputé contrat individuel de travail le contrat par lequel le travailleur s'engage à travailler régulièrement au service de l'employeur par heures, demi-journées ou journées (temps partiel).» (art.319 al. 1 et 2 CO)

«L'employeur qui ne peut pas fournir de travail n'en reste pas moins tenu de payer le salaire qu'il devrait verser pour du travail payé au temps.» (art. 326 al. 4 CO)

Le contrat sur «appel», tel que défini plus haut, représente un abus de droit manifeste. Doctrine et jurisprudence sont unanimes à ce propos.

La protection du droit du travail prévoit l'égalité de traitement entre le travailleur et l'employeur (...). Attendre que le téléphone sonne sans recevoir de salaire est à cet égard abusif.

Droit du travail, éditions WEKA.

En coulisses

LE VASTE PROJET économique «Agriculture 2002» veut encore accélérer la restructuration du secteur primaire, sans se préoccuper des effets sociaux. John Dupraz, agriculteur et conseiller national (rad. GE) lance l'idée d'une préretraite dès 55 ans pour les paysans qui remettraient leur domaine et toucheraient une rente égale à la moitié au moins des paiements directs reçus dans les trois dernières années d'exploitation.

DANS UNE GRANDE interview, devenue brusquement la dernière en sa qualité de président du SEV, Charly Pasche critique violemment les dirigeants des CFF, qui n'ont ni culture du dialogue, ni sens de la stratégie. «Visiblement la direction générale et son président savent tout mieux que les autres. Ils ont tout simplement raison ou veulent avoir raison. Mais on ne leur donnera pas raison». Reste à savoir comment les contrer.

TOUT VA MAL dans les banques. Nombre de leurs clients viennent de recevoir une lettre en forme d'avertissement: s'ils veulent se prémunir contre tout danger de subtilisation de leurs ordres de paiement, ils doivent les déposer non plus dans une vulgaire boîte aux lettres, mais au guichet de la poste ou, mieux encore, de la banque. Et vive le «bank retailing» par correspondance!

AUTRE DIRECTEUR DE grande régie en difficulté, Felix Rosenberg, patron de Telecom PTT, s'attire moult ennuis avec son Internet maison intitulé «Blue Window». Après les plaintes de la concurrence, voici la trahison d'un partenaire: Swiss Online, malgré une participation de 5% des PTT à son capital, tourne le dos au géant jaune et négocie avec Newtelco, le groupe formé par les CFF, la Migros et l'UBS.

Être auxiliaire sur appel

● Est auxiliaire sur appel la personne dont le contrat écrit ne précise pas la durée et l'horaire de travail; ceux-ci peuvent alors varier d'un jour à l'autre.

● La personne dont l'employeur ne garantit pas une durée du travail et un salaire régulier; dont le contrat implique de travailler chaque fois que l'employeur l'exige.

Dans ce cas-là, refuser une période de travail équivaut à un licenciement, alors que l'employeur ne s'engage pas à fournir un minimum d'heures clairement définies.

● Si l'employeur cesse momentanément de faire appel à une auxiliaire, ou qu'il réduit considérablement le nombre d'heures de travail, celle-ci peut exiger en faisant recours au tribunal des prud'hommes, qu'il lui verse le salaire dans la mesure de la moyenne précédente.

● Si l'employée est victime d'une réduction sensible des heures confiées, il faut faire valoir de ses droits au tribunal des prud'hommes pour toucher des indemnités de chômage. Selon l'article 16 de la Loi fédérale sur l'assurance chômage, un travail «qui exige du travailleur une disponibilité sur appel constante dépassant le cadre de l'occupation garantie» n'est pas convenable. Cependant, l'employée est ainsi obligée de quitter son travail – il lui est impossible de toucher le chômage à temps partiel, par exemple, pour compenser la réduction de son horaire puisque celui-ci est variable.

Sources: Auxiliaire «sur appel», vos droits, UNIA.

Les déchets radioactifs et les enfants trinquent

De 1945 à 1986, les USA ont produit 56 475 têtes nucléaires et l'URSS en a certainement fait autant; dans leur lutte désespérée pour la suprématie, ces deux puissances construisirent à elles seules 98% de l'arsenal nucléaire actuel. La gestion de cet arsenal et de ses déchets constitue un legs si terrifiant que la génération de l'après-guerre nous le transmet intact: aux enfants de le gérer. La Science qui avait ouvert l'ère nucléaire avec le projet Manhattan, a bien de la peine à la clore.

UNE PREMIÈRE ESTIMATION sur le coût du nettoyage et stockage des armes et déchets nucléaires (sans le coût de l'atome civil) faite en 1986 suggérait plusieurs dizaines d'années de travail, avec un coût total de mille milliards de dollars. Pour maintenir les dizaines de milliers d'emplois, les ouvriers, jusqu'ici engagés dans la production de plutonium, furent promus travailleurs écologistes engagés dans le nettoyage, sur un budget très généreux. Depuis dix ans, on s'affaire donc autour des usines ou sites arrêtés. Le problème des déchets hautement radioactifs a-t-il donc déjà trouvé une solution? Quelques scientifiques, probablement agacés par l'opulence de l'Office of Environmental Management (qui fait partie du Département militaire) ont posé la question publiquement. Admettre que nous ne savons pas traiter ces déchets déstabilise le monde des ingénieurs nucléaires, et admettre que le problème aurait une solution après expérimentation agace probablement les politiques.

Pas de solutions réalistes

Le site principal de production de plutonium aux USA était à Hartford, arrêté en 1990. Des déchets radioactifs d'environ 200 millions de curies (une expérience radioactive dans mon laboratoire utilise un dix millionième de curie. Un curie [Ci], est équivalent à l'activité d'un gramme de radium) sont déposés dans 177 cuves souterraines, et 150 millions de Ci reposent dans des piscines, donnant à ce site serein un halo féérique. Beaucoup de cuves souterraines ne sont plus étanches et l'activité des ouvriers a consisté à pelleter la boue pour la transférer dans des containers, en attendant mieux. Mais quoi? Il faut stabiliser les déchets pour qu'ils ne s'échappent pas, et leur trouver un dépôt définitif. Attendre vaut la peine car 90% de la radioactivité provient du césium 137 dont la demi-vie est de 33 ans. Mais attendre est dangereux, car les déchets ont été rendus instables voire explosifs par l'adjonction de composants pour faciliter la manutention; le plus grand accident nucléaire (Chelyabinsk, 1957) a été provoqué par l'explosion d'un mélange censé stabiliser les boues radioactives.

On propose la «bio-remédiation»,

qui consiste à injecter des enzymes aptes à rendre solides («précipiter») les solutions radioactives (échec pour le moment); ou encore la vitrification des déchets. Mais la vitrification des déchets de Hartford, en utilisant les techniques actuelles, relâcherait dans l'air 25 000 tonnes d'oxyde nitrique (à peine 40 tonnes seraient permis par les seuils légaux actuels). Il n'y a donc pas (encore?) de solution réaliste; les ouvriers continuent à pelleter, – mais le Département militaire vient de bâtir un laboratoire de recherche de 240 millions de dollars.

Quant à l'entreposage des déchets solidifiés... comme personne n'en veut dans son jardin, il ne reste que l'espace (trop cher) et le fonds des océans (en dehors des eaux territoriales); non pas le fonds, mais la sous-mer qui contient, il est vrai, les couches d'argile les plus stables de notre planète.

Aux enfants de nos enfants de subir et juger nos solutions. GE

Nature, 3 oct. 1996, p. 365, 375-379.
Atlantic Monthly, oct. 1996, 28-40.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (JD)

Rédaction:

Claude Pahud (CP)

Géraldine Savary (GS)

Ont collaboré à ce numéro:

Gérard Escher (GE)

Jean-Claude Favez (JCVF)

Jacques Guyaz (JG)

Yvette Jaggi (YJ)

Charles-F. Pochon (CFP)

Composition et maquette:

Claude Pahud

Michel Naymark

Géraldine Savary

Secrétariat:

Murielle Gay-Crosier

Administrateur délégué:

Luc Thévenoz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA,
Renens

Abonnement annuel: 85 francs

Etudiants, apprentis: 60 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1

case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone: 021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

CCP: 10-15527-9